

ÉDUCATION

Le CLA appelle à une grève

Le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) appelle à une journée de grève le 18 novembre prochain. Les griefs du syndicat ne concernent pas uniquement le ministère de l'Éducation nationale mais également le gouvernement. Le CLA annonce d'autres actions au courant du mois de décembre si la tutelle ne donne pas suite à ses revendications.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - La stabilité qu'a réussi à connaître depuis la rentrée scolaire le secteur de l'éducation risque d'être perturbée. Le CLA, (Conseil des lycées d'Algérie), déclenche les hostilités et appelle à une journée de grève le 18 novembre prochain. Les attaques du syndicat ne sont pas adressées uniquement au ministère de tutelle mais aussi au gouvernement. Dans un communiqué rendu public, le CLA explique qu'il revendique auprès du gouvernement la valorisation du point indiciaire par l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs, le maintien des systèmes des retraites et une retraite complète après 25 ans de service effectif et cela pour tous les métiers pénibles. Le pouvoir d'achat des fonctionnaires algériens, note le syndicat, a diminué de plus de 25% au cours de cette année et il atteindra les 50% à partir de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi de finances 2016. «Nous exigeons la création d'un Observatoire national autonome de suivi du pouvoir d'achat à travers une politique salariale mobile et indexée qui permettra de voir la réalité des prix sur le marché et réclamons une valorisation immédiate de la valeur indiciaire et alertons le gouvernement sur les retombées que pourrait provoquer cette crise et de s'attendre à une explosion sociale», écrit le syndicat. Et d'ajouter que «les diffé-

rentes déclarations du gouvernement concernant la remise en cause des diverses formules des retraites (retraite anticipée, proportionnelle et celle après 32 ans de service effectif) et le prolongement de l'âge de départ à la retraite de 60 ans à 65 ans ainsi que la révision de la formule de calcul du montant de

la pension de retraite (la moyenne des salaires des 10 dernières années au lieu des 5 dernières années actuellement), ont semé la panique parmi les fonctionnaires qui ont décidé d'un départ massif à la retraite, plus de 25.000 demandes de départ rien que dans le secteur de l'éducation». Concernant la tutelle, le CLA demande la concrétisation des engagements cosignés dans le P-V du 07/03/2014 (Valorisation des heures supplémentaires, les primes du Sud, les logements de fonction et la gestion des œuvres sociales), le règlement définitif du problème des enseignants suspendus arbi-

trairement et l'intégration de tous les contractuels dans le secteur de l'éducation nationale et le paiement régulier de leurs salaires. «Les postes de promotions octroyés aux différents paliers du secteur de l'éducation ne sont en fait qu'une affaire de chiffres et non un règlement d'un problème, puisque les 45.000 postes ne sont que le remplacement des 20 000 postes annuels d'enseignants partis à la retraite et les 25 000 contractuels. Et cette promotion n'avantage que ceux qui partent à la retraite et non les nouvelles recrues. C'est pour cette raison que la tutelle doit revenir à la promotion automatique qui

doit être incluse dans le nouveau statut particulier», estime le syndicat. Ce dernier rappelle aussi son refus à signer la charte d'éthique et de déontologie proposée par la tutelle et cela quel que soit son contenu. Selon lui, la stabilité dans le secteur se fera par l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs et l'encadrement de l'ensemble des établissements scolaires. Menaçant, le CLA informe que d'autres actions sont prévues au courant du mois de décembre et qui se radicaliseront si la tutelle ne donne pas suite à ses revendications.

S. A.

À L'APPEL DU CNES

Vers une journée de protestation dans les universités

Le Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes), a décidé d'observer une journée de protestation le 15 novembre prochain. Le syndicat tire la sonnette d'alarme sur une université en danger et appelle à des mesures urgentes de sauvetage.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - «Rien ne va plus à l'université», dénonce Le Cnes (Conseil national des enseignants du supérieur). Selon Abdelmalek Rahmani, coordonnateur du syndicat, le malaise est partout que ce soit du côté pédagogique, de la recherche ou encore de la gestion des ressources financières. Pour tirer la sonnette d'alarme, le Cnes, qui a réuni son conseil national samedi dernier, a décidé d'une journée de protestation le 15 novembre prochain, comme première action. «C'est une jour-

née d'alerte pour demander à la tutelle et aux pouvoirs publics de réagir pour sauver l'université car la situation est gravissime, aujourd'hui, soit on décide de livrer l'université à un malaise généralisé soit les pouvoirs publics décident de s'intéresser un peu à ce qui se passe dans l'université publique qui est en danger», a indiqué M. Rahmani. Le pouvoir d'achat des Algériens en général et des enseignants en particulier, dit-il, va mal et les pouvoirs publics n'ont aucune stratégie pour changer la situation. «Il faut un courage politique pour arrêter ce massacre, à quoi sert de faire chaque année grève pour demander des augmentations salariales, qui n'auront aucun impact puisque au final, le pouvoir d'achat reste affaibli et les pouvoirs publics restent incapables de trouver une solution à sa dégringolade», souligne cet enseignant universitaire. Selon lui, les dernières augmentations salariales datent de

2008. Depuis cette année, 30 000 enseignants ont été recrutés et qui n'ont jamais connu une augmentation de salaire. 80% des enseignants, poursuit l'intervenant, touchent un salaire mensuel de 46 000 à 56 000 dinars. Pour sauver l'université, estime le Cnes, il ne suffit pas de faire une évaluation du système LMD. Le syndicat appelle à un diagnostic général afin de trouver une issue à la crise. D'ailleurs le syndicat qui dit disposer de solutions demande une réunion avec l'ensemble des acteurs pour en discuter.

Ces rencontres avec le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, dénonce M. Rahmani, ne sont jusque-là que «protocoles». Le Cnes qui réunira prochainement son bureau national n'exclut pas d'autres actions de protestation si leur cri d'alerte ne sera pas entendu.

S. A.

DES ASSOCIATIONS DÉCIDÉES À COMBATTRE LE FLÉAU

Les chiffres effarants de la toxicomanie en Algérie

L'Anej (Association nationale des échanges entre jeunes) a accueilli hier la quatrième réunion du collectif associatif dans le cadre de l'élaboration de la première caravane nationale pour la prévention et la lutte contre la toxicomanie dans les milieux de jeunes. Une stratégie globale est en train de se bâtir pour une meilleure synergie et un dispositif efficient.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Il n'est plus question de «toxicomanie» : ce terme jugé «désuet» et «rabaissant» est désormais remplacé par «addiction», étant plus scientifique, ont expliqué les spécialistes lors de la rencontre. Cannabis, amphétamines, drogues douces et drogues dures : des substances dont l'Algérie était, il y a à peine quelques années, «un simple territoire de passage. Aujourd'hui, on parle de «pays consommateur», voire «accro». C'est un marché énorme et il faut le voir comme tel de par l'importance de son potentiel commercial. D'autant plus que les tranches jeunes, les plus fragiles socialement, y constituent la majorité de la population. Ce qui fait du pays «la proie parfaite» pour ce trafic, a précisé l'avis expert. Plus de 340.000 usagers réguliers recensés et un million d'usagers occasionnels sont les chiffres officiels ne considérant que les cas déclarés, sachant que leur moyenne d'âge ne dépasse pas la trentaine. Pourtant les chiffres ne sont que la partie visible

de l'iceberg : un aspect minime et partiellement communicatif. Le coût social et psychologique est le plus «désastreux» néanmoins non quantifié en Algérie. A titre d'exemple, il est de 5 milliards en France. Le nombre de centres spécialisés dérisoire manquant de moyens et de qualifications rencontre une prolifération exponentielle du fléau dont la précarité, le chômage, le malaise social et la mauvaise structure familiale encouragent davantage. D'autre part, les lois relatives à la toxicomanie sont répressives de plus qu'elles traitent le problème en aval et que les 332 associations activant dans ce domaine ne sont pas toutes engagées, se sont accordés à affirmer les intervenants. C'est un tel contexte qui a incité l'Anej à s'allier avec un corps associatif (ANPE, SARP, AGT, AMQC, entre beaucoup d'autres) pour élaborer et mettre en place la première caravane nationale pour la prévention et la lutte contre la toxicomanie dans les milieux de jeunes.

Il y a lieu de se pencher avec

détermination sur le sujet de la toxicomanie sans tabous en s'inscrivant dans la durée, a insisté Ali Sahel, président de l'Anej. Pour ce faire, le collectif associatif dit prendre pour allié et engagement la formation.

Effectivement, le dispositif de prévention se base essentiellement sur la formation des éducateurs, allant de 3 à 6 jours, en s'appuyant sur des exposés théoriques, des travaux en atelier, des jeux de rôles et des débats.

Elle est d'ailleurs assurée par des spécialistes et médecins psychologues et psychothérapeutes, militant dans les associations adhérentes ou fournis par l'Anem (Agence nationale de l'emploi) dans le cadre d'une convention bilatérale.

Outre le capital humain, la caravane, qui prendra pour point de départ Bordj Bou-Arredj, sera dotée d'une dizaine de cellules

mobiles d'intervention pour silloner les milieux scolaires et de psycho-bus aménagés en box où l'équipe intervenante spécialiste sera en constante écoute et conseil des personnes souffrant d'addiction pour une prise en charge directe ou une éventuelle orientation vers des centres spécialisés, a précisé le spécialiste Abdelkrim Abidat. De plus, pour faciliter davantage l'aspect logistique de la campagne, le corps associatif a pris pour partenaires les ministères de la Solidarité et de la Jeunesse, DGSN et Gendarmerie, Association nationale des parents d'élèves et le territoire national a été divisé en 6 pôles pour une meilleure post-évaluation.

Outre le dispositif, le travail de communication et de sensibilisation est permanent. Des affiches, affichages sur grands écrans et des journées de rencontre avec les médecins et spécialistes dans les places publiques sont organisés à

Alger. Or, Alger n'est pas l'Algérie, c'est pourquoi l'ensemble des associations travaillent pour étendre leurs actions vers l'intérieur du pays dans la mesure du possible, considérant les restrictions «budgétaires et administratives», ont déclaré les concernés.

Par ailleurs, c'est toute la société civile qui se voit impliquée dans cette cause et en premier lieu la cellule familiale, ont rappelé les intervenants. «Les parents doivent assumer leur rôle et s'impliquer davantage dans l'éducation et le suivi de leur progéniture.

Les pouvoirs publics ont également leurs missions à accomplir. Le collectif associatif n'est évidemment pas le serviteur ou le représentant de ces derniers, mais seulement en partenariat dans le respect des droits et des libertés de chaque structure», a spécifié A. Sahel.

N. B.

Visite de l'ambassadeur d'Argentine au Soir d'Algérie

Son Excellence M. Ernesto Goudra, ambassadeur de la République d'Argentine, a rendu une visite de courtoisie à notre journal où il a eu l'occasion de s'entretenir de divers sujets.



Photo : Samir Sid